

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.433/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 17 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant le Code civil et réglant le droit successoral à l'égard du cohabitant légal survivant", a donné le 8 juin 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Dispositif

Article 2

(article 203 en projet du Code civil)

Il y a lieu de prévoir que l'obligation alimentaire s'exerce dans les limites non seulement de ce que le cohabitant légal survivant a reçu, par donation ou testament, du cohabitant prédécédé, mais également de ce qu'il a recueilli dans la succession du cohabitant légal prédécédé en vertu de l'article 745octies, § 1^{er}, en projet. En effet, l'obligation d'assurer l'hébergement des enfants (article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code civil) pourra s'exercer grâce à l'usufruit de la résidence commune. De plus, en cas de conversion, l'usufruit pourra servir également à l'entretien, l'éducation et la formation des enfants (même article).

Pour des raisons de cohérence, la disposition en projet trouverait mieux sa place dans les dispositions consacrées à la cohabitation légale. En effet, les articles du chapitre V du titre V du livre premier du Code civil ne traitent que des obligations qui naissent du mariage (ou de la filiation), dont certaines seulement sont, pour partie, étendues aux cohabitants légaux par les articles 2 et 3 de l'avant-projet ⁽¹⁾.

La même observation vaut pour l'article 3, premier tiret.

⁽¹⁾ Comparez avec l'article 1477, § 2, du Code civil qui renvoie pour les cohabitants légaux aux articles 215, 22°, § 1^{er} et 224, § 1^{er}, du Code civil.

Article 3

(article 205*bis*, § 2, en projet du Code civil)

1. Actuellement, des aliments sont dus par la succession de l'époux prédécédé sans laisser de postérité, aux ascendants du défunt. Ils sont limités "à concurrence des droits successoraux dont ils sont privés par des libéralités au profit du conjoint survivant".

L'avant-projet vise à étendre cette obligation alimentaire à l'hypothèse de la cohabitation légale et, dans les deux hypothèses (conjoint survivant ou cohabitant légal survivant) à supprimer la disposition précitée prévoyant que l'obligation alimentaire est limitée "à concurrence des droits successoraux dont ils sont privés par des libéralités au profit du conjoint (ou du cohabitant légal) survivant".

Cette suppression se justifie, selon l'exposé des motifs, par le fait qu'une telle restriction n'existe pas à l'article 353-14 du Code civil qui prévoit un mécanisme identique dans le cadre de l'adoption.

Cependant, il résulte de l'exposé des motifs que la possibilité pour les ascendants d'obtenir des aliments à charge de la succession du conjoint prédécédé était une compensation pour la perte de leur réserve au profit de ce conjoint survivant. Il était donc logique que ces aliments fussent limités "à concurrence des droits successoraux dont ils sont privés par des libéralités au profit du conjoint survivant".

L'on peut, dès lors, se demander si ce n'est pas l'article 353-14, alinéa 2, du Code civil qui devrait être adapté.

2. Au premier tiret, les mots "ou un cohabitant légal" doivent être remplacés par les mots "ou du cohabitant légal".

Article 4
(article 731 en projet)

Selon l'exposé des motifs,

"Etant donné qu'il (le cohabitant légal) ne peut jamais être appelé à la totalité de la succession, il semble opportun de remplacer le mot «successions» par les mots «biens et dettes laissés»."

Selon le notaire représentant de la ministre, le terme "succession" vise nécessairement une universalité, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

En effet :

"La succession légale ne peut être qu'universelle. En effet, la loi donne à tout successible la vocation à recueillir la totalité du patrimoine du défunt. Lorsque plusieurs successeurs viennent en concours, la loi opère évidemment une répartition des biens; mais cette répartition laisse intacte la vocation de chaque successeur à l'universalité, car la part d'un héritier renonçant s'accroît à celle de ses cohéritiers (article 786 du Code civil)." ⁽²⁾

La modification proposée fait cependant naître deux questions :

- 1° pour maintenir le principe général, ne serait-il pas préférable de ne pas modifier le texte actuel de l'article 731 du Code civil, mais d'y ajouter un second alinéa relatif à l'exception que constitue le cohabitant légal survivant ?
- 2° quelle que soit la solution retenue (un ou deux alinéas), comment faudra-t-il interpréter désormais le mot "succession(s)" utilisé dans les autres articles du Code civil ⁽³⁾ ? L'on suppose, par exemple, que les règles relatives à l'acceptation et à la répudiation des successions s'appliquent également au cohabitant légal survivant même si, comme il vient d'être expliqué, l'on ne peut parler, en ce qui le concerne, de "succession".

⁽²⁾ P. DELNOY, Les libéralités et les successions, éd. Collection Scientifique de la Faculté de Droit de Liège, 1991, n° 109, p. 141. Dans le numéro suivant, l'auteur explique que l'usufruit du conjoint survivant n'est pas une exception.

⁽³⁾ Par exemple, les articles 711 et 727 du Code civil.

En outre, conformément à l'article 724 du Code civil, il conviendrait de viser non seulement les biens mais également les droits et actions.

Article 6

(article 745quinquies en projet)

Selon le notaire représentant de la ministre, les mots "Les descendants d'une précédente relation du prémourant" visent non seulement un précédent mariage ou une précédente cohabitation mais également les descendants nés en dehors du mariage ou de la cohabitation légale.

Il s'agit donc de profiter du présent avant-projet pour adapter l'article 745quinquies, §§ 2 et 3 ⁽⁴⁾, à la suppression de la distinction entre enfants légitimes et enfants naturels.

Cette précision doit figurer dans le commentaire des articles.

Article 7

(article 745octies en projet)

1. Compte tenu de la formulation de l'article 1479, alinéa 1^{er}, du Code civil, la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu de remplacer les notions de "logement principal de la famille" et de "logement familial" par la notion de "résidence commune" ?

2. L'alinéa 2 dispose que le cohabitant légal survivant "bénéficie également du droit de louer le bien immeuble loué par l'un des cohabitant légaux", même avant la déclaration de cohabitation légale, et affecté, en tout ou partie, au logement principal de la famille (lire : "à la résidence commune de la famille" ?) au moment de l'ouverture de la succession du cohabitant légal prédécédé.

⁽⁴⁾ Article qui est par ailleurs rendu applicable à la cohabitation légale par l'article 745octies, § 3, en projet.

Telle que rédigée, cette disposition semble créer un droit nouveau propre au cohabitant légal survivant. En réalité, il convient seulement de prévoir que le cohabitant légal survivant hérite seul, c'est-à-dire à l'exclusion de tous les autres héritiers ab intestat, du bail conclu par le cohabitant légal prédécédé.

3. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, prévoit que les dispositions relatives à la succession déférée au cohabitant légal survivant ne s'appliquent pas lorsque le cohabitant légal survivant est le descendant du cohabitant légal prédécédé, vu qu'il dispose déjà, dans ce cas, d'un droit successoral légal.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait que le résultat des deux mécanismes ne sera pas nécessairement identique. Si une cohabitation légale existait entre un père et l'un de ses trois enfants, l'application du droit commun entraînera comme conséquence que les trois enfants hériteront en indivision de l'immeuble qui servait de résidence commune et que chacun d'eux pourra contraindre les autres à sortir d'indivision (article 815 du Code civil), de sorte que le mécanisme protecteur de l'article 745octies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet (usufruit de l'immeuble affecté à la résidence commune) ne jouera pas.

De plus, l'on peut s'interroger sur l'admissibilité de cette disposition au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, dès lors qu'elle ne s'applique pas à d'autres héritiers ab intestat. Ainsi, en cas de décès d'une personne ayant fait une déclaration de cohabitation légale avec l'un de ses trois frères (qui, par hypothèse, sont ses seuls héritiers légaux), le frère cohabitant légal bénéficiera des droits conférés par le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, puisque l'exclusion prévue par le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, ne s'applique que lorsque le cohabitant légal survivant est le descendant (et non le collatéral) du cohabitant légal prédécédé.

Selon le notaire représentant de la ministre, le but du paragraphe 3, qui, il est vrai, pourrait diminuer les droits de la personne concernée, est de ne pas rompre l'équilibre entre les héritiers légaux réservataires, l'usufruit de la résidence commune et des meubles qui la garnissent pouvant avoir une valeur supérieure à la quotité disponible. C'est ce qui explique que les collatéraux et les ascendants, qui ne sont pas réservataires ⁽⁵⁾, ne sont pas visés par l'exclusion.

⁽⁵⁾ Pour les ascendants, cela résulte de l'article 915, alinéa 2, en projet.

Il appartient au législateur d'apprécier s'il y a lieu de faire prévaloir l'équilibre entre les héritiers légaux réservataires sur la protection du cohabitant légal survivant et de s'en expliquer dans les travaux préparatoires.

4. Selon le notaire représentant de la ministre, les droits du cohabitant légal survivant se cumulent avec les droits qu'il aurait en tant qu'héritier ab intestat du défunt à un autre titre ⁽⁶⁾. Il ne serait pas inutile de le préciser, à tout le moins dans les travaux préparatoires.

5.1. Selon le notaire représentant de la ministre, le cohabitant légal survivant n'est pas réservataire, de sorte qu'il peut être privé de son droit successoral ab intestat limité et ce, par simple volonté du cohabitant légal prédécédé.

Cette précision appelle deux observations.

5.2. La volonté de ne pas faire du cohabitant légal survivant un héritier ab intestat réservataire, qui permet d'expliquer que l'avant-projet de loi ne prévoit notamment pas de modifier l'article 915*bis* du Code civil afin de viser également le cohabitant légal survivant ⁽⁷⁾, devrait être plus clairement exprimée dans l'exposé des motifs. Dans sa version actuelle, l'exposé des motifs prête en effet à confusion :

- d'une part, parce qu'il y est affirmé qu'il est prévu d'ouvrir, au profit du cohabitant légal survivant, un droit successoral ab intestat "sui generis", similaire à la réserve concrète de l'époux survivant et auquel s'applique, par analogie et dans la mesure du possible, la réglementation applicable à l'usufruit successoral du conjoint survivant;

⁽⁶⁾ Sous réserve de l'exclusion prévue par l'article 745*octies*, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, pour le descendant du cohabitant légal prédécédé.

⁽⁷⁾ Comparez notamment avec la proposition de loi instaurant un droit successoral ab intestat pour les cohabitants (déposée par M. Geert Bourgeois) du 25 février 2004 (Doc. parl., Chambre, session 2003-2004, n° 846).

- d'autre part, parce que l'hypothèse de libéralités en faveur du cohabitant légal survivant n'est expressément envisagée qu'en vue de réserver un sort plus favorable à ce dernier.

5.3. La circonstance que le conjoint légal survivant n'est pas un héritier réservataire n'empêche toutefois pas que ses droits priment même le droit à la réserve d'autres héritiers (qui ne s'exercera, dès lors, que sur la nue-propriété). Il ne serait pas inutile de le préciser, à tout le moins dans les travaux préparatoires.

6. Au paragraphe 3, conformément à la version néerlandaise, il y a lieu de viser "les articles 745*quater* à 745*sexies*".

Le Conseil d'État n'aperçoit par ailleurs pas pourquoi l'article 745*septies* du Code civil n'est pas également visé, ce qui pourrait conduire à une différence de traitement entre le conjoint survivant et le cohabitant légal survivant qui, lui, conserverait son droit successoral tout en étant déchu de l'autorité parentale à l'égard des enfants issus de la cohabitation légale.

Observations finales

Le Conseil d'État se demande s'il ne convient pas de modifier également les articles 826 et 858*bis* du Code civil, afin de viser les droits reconnus au cohabitant légal survivant par l'article 745*octies*, § 1^{er}, en projet.

Une observation analogue vaut également pour :

- l'article 4 de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages;
- l'article 1^{er} de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.433/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek houdende regeling van het erfrecht van de langstlevende wettelijk samenwonende", heeft op 8 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Dispositief

Artikel 2

(ontworpen artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek)

Er dient te worden bepaald dat de verplichting tot levensonderhoud wordt uitgeoefend binnen de grenzen, niet alleen van wat de langstlevende wettelijk samenwonende, door schenking of testament, van zijn vooroverleden samenwonende partner gekregen heeft, maar eveneens binnen de grenzen van wat hij verkregen heeft uit de nalatenschap van de vooroverleden wettelijk samenwonende partner krachtens het ontworpen artikel 745octies, § 1. De verplichting om te zorgen voor de huisvesting van de kinderen (artikel 203, § 1, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek) kan immers worden uitgeoefend dankzij het vruchtgebruik van de gemeenschappelijke verblijfplaats. Bovendien kan in geval van omzetting het vruchtgebruik eveneens dienen voor het levensonderhoud, de opvoeding en de opleiding van de kinderen (hetzelfde artikel).

Om redenen van samenhang hoort de ontworpen bepaling beter thuis in de bepalingen over de wettelijke samenwoning. De artikelen van boek I, titel V, hoofdstuk V, van het Burgerlijk Wetboek handelen immers alleen over verplichtingen die uit het huwelijk (of de afstamming) ontstaan, waarvan slechts sommige, gedeeltelijk, uitgebreid worden tot de wettelijk samenwonenden bij de artikelen 2 en 3 van het voorontwerp ⁽¹⁾.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, eerste streepje.

⁽¹⁾ Vergelijk met artikel 1477, § 2, van het Burgerlijk Wetboek dat voor de wettelijk samenwonenden verwijst naar de artikelen 215, 22°, § 1, en 224, § 1, van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 3

(ontworpen artikel 205*bis*, § 2, van het Burgerlijk Wetboek)

1. Thans is aan de bloedverwanten in de opgaande lijn van de overledene levensonderhoud verschuldigd uit de nalatenschap van de vooroverleden echtgenoot die geen nakomelingen heeft achtergelaten. Dit geldt "ten belope van de erfrechten die zij verliezen ten gevolge van giften aan de langstlevende echtgenoot".

Het voorontwerp strekt ertoe deze verplichting tot levensonderhoud uit te breiden tot het geval van de wettelijke samenwoning en, in de twee gevallen (langstlevende echtgenoot of langstlevende wettelijk samenwonende), de voornoemde bepaling te schrappen waarin staat dat de verplichting tot levensonderhoud beperkt is "ten belope van de erfrechten die zij verliezen ten gevolge van giften aan de langstlevende echtgenoot (of van de langstlevende wettelijk samenwonende)".

Het schrappen van deze bepaling is volgens de memorie van toelichting gerechtvaardigd doordat een dergelijke beperking niet voorhanden is in artikel 353-14 van het Burgerlijk Wetboek, dat bij adoptie in dezelfde regeling voorziet.

Uit de memorie van toelichting blijkt evenwel dat de mogelijkheid voor bloedverwanten in opgaande lijn om levensonderhoud te verkrijgen uit de nalatenschap van de vooroverleden echtgenoot een compensatie was voor het verlies van hun reserve ten gunste van deze langstlevende echtgenoot. Het was dus logisch dat dit levensonderhoud beperkt was "ten belope van de erfrechten die zij verliezen ten gevolge van giften aan de langstlevende echtgenoot".

De vraag rijst derhalve of het niet artikel 353-14, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek is dat zou moeten worden aangepast.

2. In de Franse tekst dienen de woorden "ou un cohabitant légal" na het eerste streepje te worden vervangen door de woorden "ou du cohabitant légal".

Artikel 4

(ontworpen artikel 731)

In de memorie van toelichting staat het volgende :

"Aangezien hij (de wettelijk samenwonende) nochtans nooit geroepen kan zijn tot de ganse nalatenschap, lijkt het aangewezen het woord «erfenissen» te vervangen door «nagelaten goederen en schulden»."

Volgens de notaris die de minister vertegenwoordigt, heeft de term "nalatenschap" noodzakelijkerwijs betrekking op een algemeenheid, wat in casu niet het geval is.

In dit verband stelt P. DELNOY het volgende :

"La succession légale ne peut être qu'universelle. En effet, la loi donne à tout successible la vocation à recueillir la totalité du patrimoine du défunt. Lorsque plusieurs successeurs viennent en concours, la loi opère évidemment une répartition des biens; mais cette répartition laisse intacte la vocation de chaque successeur à l'universalité, car la part d'un héritier renonçant s'accroît à celle de ses cohéritiers (article 786 du Code civil)." ⁽²⁾

De voorgestelde wijziging doet evenwel twee vragen rijzen :

- 1° is het, om het algemeen beginsel te handhaven, niet verkieslijk de huidige tekst van artikel 731 van het Burgerlijk Wetboek niet te wijzigen, maar er een tweede lid aan toe te voegen betreffende de uitzondering die de langstlevende wettelijk samenwonende vormt ?

⁽²⁾ P. DELNOY, Les libéralités et les successions, uitg. Collection Scientifique de la Faculté de Droit de Liège, 1991, nr. 109, blz. 141. In het volgende nummer legt de auteur uit dat het vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot geen uitzondering is.

- 2° hoe zullen de woorden "erfenis" of "erfopvolging" die worden gebezigd in de andere artikelen van het Burgerlijk Wetboek, voortaan moeten worden geïnterpreteerd, ongeacht de in aanmerking genomen oplossing (een of twee leden) ⁽³⁾ ? Er wordt bijvoorbeeld van uitgegaan dat de regels betreffende de aanvaarding of de verwerping van nalatenschappen eveneens van toepassing zijn op de langstlevende wettelijk samenwonende, zelfs indien, wat hem betreft, niet kan worden gesproken van "erfenis", zoals net is uitgelegd.

Bovendien zou overeenkomstig artikel 724 van het Burgerlijk Wetboek niet alleen van goederen, maar ook van rechten en rechtsoverdrachten sprake moeten zijn.

Artikel 6

(ontworpen artikel 745^{quinquies})

Volgens de notaris die de minister vertegenwoordigt, hebben de woorden "de afstammelingen uit een vorig huwelijk van de vooroverleden echtgenoot" niet alleen betrekking op een vorig huwelijk of een vorige samenwoning, maar eveneens op de afstammelingen die geboren zijn buiten het huwelijk of de wettelijke samenwoning.

Het onderhavige voorontwerp moet dus te baat worden genomen om artikel 745^{quinquies}, §§ 2 en 3 ⁽⁴⁾, aan te passen rekening houdend met de opheffing van het onderscheid tussen wettige en natuurlijke kinderen.

Deze verduidelijking dient in de artikelsgewijze bespreking te worden opgenomen.

⁽³⁾ Bijvoorbeeld de artikelen 711 en 727 van het Burgerlijk Wetboek.

⁽⁴⁾ Artikel dat overigens bij het ontworpen artikel 745^{octies}, § 3, van toepassing wordt verklaard op de wettelijke samenwoning.

Artikel 7

(ontworpen artikel 745octies)

1. Gelet op de bewoordingen van artikel 1479, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, rijst de vraag of de begrippen "voornaamste woning (van het gezin)" en "gezinswoning" niet dienen te worden vervangen door het begrip "gemeenschappelijke verblijfplaats".

2. In het tweede lid wordt bepaald dat de langstlevende wettelijk samenwonende "eveneens (...) het recht op de huur van het onroerend goed (verkrijgt) dat één der wettelijk samenwonenden gehuurd heeft", zelfs vóór de verklaring van wettelijke samenwoning, en dat bij het openvallen van de nalatenschap van de eerst gestorven wettelijk samenwonende het gezin tot voornaamste woning (lees : tot gemeenschappelijke verblijfplaats) diende.

Zoals de bepaling thans gesteld is, lijkt ze een nieuw recht te doen ontstaan dat kenmerkend is voor de langstlevende wettelijk samenwonende. In feite moet alleen worden bepaald dat de langstlevende wettelijk samenwonende als enige, dus met uitzondering van alle overige erfgenamen bij versterf, de huurovereenkomst erft die de vooroverleden wettelijk samenwonende partner heeft gesloten.

3. In paragraaf 1, derde lid, wordt gesteld dat de bepalingen met betrekking tot de erfopvolging van de langstlevende wettelijk samenwonende niet van toepassing zijn wanneer de langstlevende wettelijk samenwonende een afstammeling is van de eerststervende wettelijk samenwonende, aangezien hij in dat geval reeds een wettelijk erfrecht geniet.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt evenwel gevestigd op het feit dat het resultaat van beide mechanismen niet noodzakelijkerwijs identiek zal zijn. Als er sprake was van een wettelijke samenwoning tussen een vader en een van zijn drie kinderen, zal de toepassing van het gemeen recht tot gevolg hebben dat de drie kinderen het onroerend goed dat als gemeenschappelijke verblijfplaats dienst deed onverdeeld erven en dat elk van hen de anderen kan verplichten uit onverdeeldheid te

.../...

treden (artikel 815 van het Burgerlijk Wetboek), zodat het beschermingsmechanisme waarin voorzien wordt door het ontworpen artikel 745^{octies}, § 1, eerste lid, (vruchtgebruik van het onroerend goed dat dienst doet als gemeenschappelijke verblijfplaats) niet van toepassing zal zijn.

Bovendien kan men zich vragen stellen omtrent het al dan niet toelaatbaar zijn van deze bepaling in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, aangezien deze bepaling niet van toepassing is op andere erfgenamen bij versterf. Zo zal in geval van overlijden van een persoon die een verklaring van wettelijke samenwoning met een van zijn drie broers heeft afgelegd (die, veronderstellenderwijs, zijn enige wettelijke erfgenamen zijn), de wettelijk samenwonende broer de rechten genieten waarin voorzien wordt door paragraaf 1, eerste lid, aangezien de uitsluiting bepaald in paragraaf 1, derde lid, enkel van toepassing is wanneer de langstlevende wettelijk samenwonende de afstammeling is (en niet een bloedverwant in de zijlijn) van de vooroverleden wettelijk samenwonende.

Volgens de notaris die de minister vertegenwoordigt, wordt met paragraaf 3, die weliswaar de rechten van de betrokken persoon zou kunnen beknotten, beoogd het evenwicht tussen de erfgenamen met wettelijk erfdeel niet te verstoren, daar het vruchtgebruik van de gemeenschappelijke verblijfplaats en het daarin aanwezige huisraad een grotere waarde zou kunnen hebben dan het beschikbaar gedeelte. Dat is de reden waarom de uitsluiting niet van toepassing is op de bloedverwanten in de zijlijn en de bloedverwanten in de opgaande lijn, die geen erfgenamen zijn met wettelijk erfdeel ⁽⁵⁾.

Het komt de wetgever toe uit te maken of het evenwicht tussen de erfgenamen met wettelijk erfdeel voorrang dient te hebben op de bescherming van de langstlevende wettelijk samenwonende en daarover nadere uitleg te verstrekken in de parlementaire voorbereiding.

⁽⁵⁾ Voor de bloedverwanten in de opgaande lijn blijkt dit uit het ontworpen artikel 915, tweede lid.

4. Volgens de notaris die de minister vertegenwoordigt, worden de rechten van de langstlevende wettelijk samenwonende gecumuleerd met de rechten die hij zou genieten als erfgenaam bij versterf van de overledene in een andere hoedanigheid ⁽⁶⁾. Het zou niet zonder belang zijn om dit op zijn minst in de parlementaire voorbereiding te preciseren.

5.1. Volgens de notaris die de minister vertegenwoordigt, is de langstlevende wettelijk samenwonende geen erfgenaam met wettelijk erfdeel, zodat hem zijn beperkt erfrecht als erfgenaam bij versterf ontnomen kan worden en wel bij loutere wilsbeschikking van de vooroverleden wettelijk samenwonende.

Bij deze precisering behoren twee opmerkingen te worden geformuleerd.

5.2. Het feit dat men van de langstlevende wettelijk samenwonende geen erfgenaam met wettelijk erfdeel bij versterf wil maken, hetgeen verklaart dat in het voorontwerp van wet inzonderheid niet voorzien wordt in een wijziging van artikel 915bis van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de regeling eveneens op de langstlevende wettelijk samenwonende ⁽⁷⁾ betrekking te laten hebben, zou duidelijker moeten blijken in de memorie van toelichting. Zoals de memorie van toelichting thans gesteld is, geeft ze immers aanleiding tot verwarring :

- enerzijds, omdat daarin gesteld wordt dat het de bedoeling is om ten voordele van de langstlevende wettelijk samenwonende te voorzien in een "sui generis erfrecht ab intestato, dat overeenstemt met de concrete reserve van de langstlevende echtgenoot" en waarop, naar analogie en in de mate van het mogelijke, de regeling van toepassing is die ook geldt voor het erfrechtelijk vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot;

⁽⁶⁾ Onder voorbehoud van de uitsluiting waarin voorzien wordt in het ontworpen artikel 745octies, § 1, derde lid, wat de afstammeling betreft van de eerststervende wettelijk samenwonende.

⁽⁷⁾ Vergelijk inzonderheid met het wetsvoorstel tot invoering van een intestaat erfrecht voor samenwonenden (ingediend door de heer Geert Bourgeois) van 25 februari 2004 (Gedr. St., Kamer, zitting 2003-2004, nr. 846).

- anderzijds, omdat het geval van de giften ten voordele van de langstlevende wettelijk samenwonende enkel uitdrukkelijk aan bod komt om hem gunstiger te bejegenen.

5.3. De omstandigheid dat de langstlevende wettelijke echtgenoot geen erfgenaam met wettelijk erfdeel is, staat er evenwel niet aan in de weg dat zijn rechten zelfs voorrang hebben op het recht op de reserve van overige erfgenamen (welk recht dan ook enkel op de blote eigendom kan worden uitgeoefend). Het zou niet zonder belang zijn om dit op zijn minst in de parlementaire voorbereiding te preciseren.

6. In paragraaf 3 behoort in de Franse tekst, overeenkomstig de Nederlandse versie, verwezen te worden naar "les articles 745^{quater} à 745^{sexies}".

Het is de Raad van State bovendien niet duidelijk waarom ook niet verwezen wordt naar artikel 745^{septies} van het Burgerlijk Wetboek, hetgeen kan leiden tot een verschillende behandeling tussen de langstlevende echtgenoot en de langstlevende wettelijk samenwonende die zijn erfrecht zou blijven behouden ondanks het feit dat hij ontzet is uit het ouderlijk gezag ten aanzien van de kinderen die geboren zijn tijdens de wettelijke samenwoning.

Slotopmerkingen

De Raad van State vraagt zich af of de artikelen 826 en 858^{bis} van het Burgerlijk Wetboek niet eveneens gewijzigd moeten worden, teneinde daarin ook melding te maken van de rechten die bij het ontworpen artikel 745^{octies}, § 1, toegekend worden aan de langstlevende wettelijk samenwonende.

Een soortgelijke opmerking geldt eveneens voor :

- artikel 4 van de wet van 16 mei 1900 die een aantal wijzigingen aanbrengt in de erfregeling van de kleine nalatenschappen;
- artikel 1 van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS